

1. Généralités

Sauf si spécifié autrement dans la commande ou tout document contractuel de l'Adjudicateur s'y rapportant, les présentes conditions spécifiques s'appliquent aux commandes de travaux, fournitures et services passées au nom et pour compte de Sibelga (Adjudicateur). Ces commandes sont soumises aux dispositions légales suivantes:

- La loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;
- L'Arrêté royal du 18 juin 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs spéciaux, quand l'objet du marché touche l'activité de l'Adjudicateur en tant que gestionnaire de réseau de distribution de gaz et d'électricité;
OU
L'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, quand l'objet du marché touche l'activité de l'Adjudicateur en tant que gestionnaire de réseau d'éclairage public;
- L'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics. (RGE)
- Le règlement (UE) 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données - RGPD).

En outre, les dispositions suivantes s'appliquent aux marchés de travaux :

- La réglementation en matière d'agrégation des entrepreneurs de travaux :
 - La loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation des entrepreneurs de travaux;
 - L'Arrêté royal du 26 septembre 1991 fixant certaines mesures d'application de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation des entrepreneurs de travaux;
- La réglementation relative aux travaux pour lesquels il doit être fait appel à un entrepreneur enregistré:
 - Les articles 400 à 408 du Code des impôts sur les revenus 1992 et ses éventuelles modifications;
 - L'article 30bis de la loi du 27 juin 1969 révisant le système de sécurité sociale;
 - L'Arrêté royal du 27 décembre 2007 portant exécution des articles 400, 401, 403, 404 et 406 du Code des impôts sur les revenus 1992 et de l'article 30bis de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

2. Acceptation de la commande

Toute remarque ou contestation de l'Adjudicataire sur une commande doit être formulée par écrit dans un délai de 8 jours calendrier à dater de la réception de celle-ci. A défaut, la commande est considérée comme acceptée.

En cas de remarque ou de contestation formulée dans la forme et le délai précités, l'Adjudicateur se réserve le droit d'annuler la commande par simple notification écrite. L'annulation ne donne lieu à aucune indemnisation.

L'acceptation de la commande implique l'acceptation de l'ensemble des conditions s'y rapportant, en ce compris les présentes conditions spécifiques. Les conditions de vente de

l'Adjudicataire ne sont PAS applicables à la commande même si l'acceptation a lieu en référence à ces dernières.

L'acceptation d'une commande suppose en outre que l'Adjudicataire s'engage à fournir les éventuelles pièces de rechange pour la période d'utilisation totale prévue des produits livrés.

Le fait, pour l'Adjudicateur, de ne pas faire respecter l'une des présentes conditions spécifiques à l'occasion de l'exécution de la commande ne signifie pas qu'il y renonce.

3. Prix

Les prix, tant unitaires que globaux, sont exprimés en euros. A l'exception de la TVA, ces prix comprennent tous les frais, impôts, charges, contributions généralement quelconques, et notamment :

- Les frais de chargement, de transport, d'assurance, de dédouanement, livraison et déchargement à quai compris, sauf mention contraire et expresse (DDP au lieu de livraison);
- Les frais d'emballage;
- Les frais liés aux éventuels droits de propriété intellectuelle.

La commande pouvant faire suite à une demande de prix, peut ne porter que sur une partie ou quotité d'un ou des biens et/ou services ayant fait l'objet de celle-ci, et l'Adjudicataire s'engage à l'exécuter sans que cette réduction puisse donner lieu de sa part à une majoration de prix.

4. Modalités de livraison/d'exécution (Dérogation Art 44 à 51, 85 à 88, 118, 120, 122, 123, 154 et 155 RGE)

Les délais de livraison/d'exécution convenus ainsi que les instructions relatives à l'adresse de livraison/d'exécution doivent être rigoureusement observés.

Tout envoi doit être accompagné d'une note d'envoi mentionnant le nom de l'Adjudicataire, la référence du bon de commande, le contenu du colis (nature de la marchandise et quantité), les mentions requises par la réglementation (attestation de conformité permettant à l'Adjudicataire d'apporter la preuve que le matériel est conforme aux exigences de sécurité de la commande et de tout autre document contractuel) ainsi que de tous les certificats et documents s'y rapportant et notamment, la déclaration de conformité CE (Directive 89/655/CEE).

En cas de livraison de substances et/ou préparations dangereuses, ou de produits contenant de telles substances, l'Adjudicataire fournit les fiches MSDS conformes à l'A.R. du 11/01/1993 réglementant la classification, l'emballage et l'étiquetage des mélanges dangereux en vue de leur mise sur le marché ou de leur emploi et les fiches techniques (français et néerlandais) des substances concernées.

Tout emballage doit satisfaire à l'obligation de reprise spécifiée dans l'accord de coopération concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages du 4 novembre 2008 publié au Moniteur belge du 29 décembre 2008.

Tout dépassement de la date de livraison spécifiée des biens, services et/ou documents associés, ou des dates données d'exécution des travaux, tenant compte des articles 76 et 90 des RGE, et ce pour quelque cause que ce soit, entraîne de plein droit et par la seule échéance du terme, l'application d'une amende pour retard d'exécution de 0,2% sur la valeur de la ligne de commande par jour calendrier de retard. Cette

amende est limitée à un maximum de 16% de la valeur totale de la ligne de commande. Une somme forfaitaire de € 50,- pour frais de dossier, est également appliquée pour les mêmes raisons.

L'Adjudicateur se réserve en outre la possibilité de résilier la commande et de s'adresser à un autre Adjudicataire. Le surcoût éventuel est à charge de l'Adjudicataire défaillant.

Les frais éventuels d'enlèvement, de transfert, de réexpédition et, plus généralement, tous frais quelconques exposés par l'Adjudicateur imputables à l'Adjudicataire défaillant, sont à charge de celui-ci et déduits des montants lui étant dus.

Ces dérogations se justifient par le fait qu'un retard de livraison peut mettre en péril l'approvisionnement en gaz et en électricité de la population et la disponibilité du réseau d'éclairage public.

5. Modalités concernant le matériel livré par l'Adjudicateur

Tout matériel spécifique qui est fourni par l'Adjudicateur peut être retiré aux magasins situés au 281-283 de la rue des Palais à 1000 Bruxelles, contre la remise d'un bon de sortie magasin (nommé la Copie Technique). Ce matériel est enlevé par l'Adjudicataire. Le prix de ce transport est inclus dans le prix des prestations. La fréquence de ces retraits est réduite à un minimum afin de limiter les coûts des retraits (temps et transport) et afin de maintenir acceptable la gestion du matériel sur le chantier.

Le règlement suivant est d'application pour ces enlèvements: Le matériel peut être retiré par l'Adjudicataire du lundi au jeudi entre 07h00 et 15h15 et le vendredi de 07h00 à 14h30. Le matériel ne peut être délivré sans le bon de sortie magasin de l'Adjudicateur.

L'Adjudicataire est chargé du chargement et de la surveillance du matériel dans/sur son véhicule ou sa remorque, et ce sans l'aide des magasiniers de l'Adjudicateur. Le chauffeur doit, lors du chargement des produits, vérifier l'état et la quantité de ces derniers.

L'accès au site de l'Adjudicateur est uniquement possible à l'aide de badges électroniques délivrés par l'Adjudicateur.

6. Refus et Acceptation en cas de fournitures et services (Réception provisoire)

L'Adjudicataire fournit exclusivement des biens et services qui sont exempts de tout vice apparent et/ou caché et qui correspondent strictement à la commande (en nature, quantité, qualité, ...) et, le cas échéant, aux prescriptions des documents associés ainsi qu'aux réglementations applicables, aux règles de l'art et aux bonnes pratiques, à l'état de la technique, aux plus hautes exigences normales d'utilisation, de fiabilité et de longévité, et à la destination que l'Adjudicateur compte en faire et que l'Adjudicataire connaît ou devrait à tout le moins connaître.

L'acceptation (réception provisoire) n'a lieu qu'après vérification complète par l'Adjudicateur du caractère conforme des biens et services livrés.

La signature apposée par l'Adjudicateur (un préposé de l'Adjudicateur), notamment dans des appareils électroniques de réception, lors de la livraison du matériel, vaut par conséquent simple prise de possession et ne signifie pas l'acceptation de celui-ci.

L'acceptation se fait dans les magasins de l'Adjudicateur, ou le cas échéant sur chantier, comme une réception provisoire complète.

L'acceptation implique le transfert de la propriété et des risques de dommage ou de perte.

En cas de refus entier ou partiel d'une livraison, l'Adjudicataire est tenu de reprendre, à ses frais et risques, les produits refusés dans un délai de 7 jours calendrier, sous peine de pénalités visées à l'article 45 des RGE. L'Adjudicateur peut, soit demander à l'Adjudicataire de fournir des marchandises conformes dans les plus brefs délais, soit résilier la commande et s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, sans préjudice de ce qui est prévu à l'article 4 des présentes conditions spécifiques d'achat.

7. Garantie - réception définitive en cas de fournitures et services (dérogation Art 64, 65 et 134 RGE)

Outre la garantie légale des vices cachés, les produits sont garantis pendant (deux) 2 ans à dater de leur mise en service. Pendant ce délai, l'Adjudicataire, à ses propres frais, répare ou remplace au choix de l'Adjudicateur tous vices, manquements et non-conformités constatés et tient l'Adjudicateur indemne de tout dommage qui en résulte de manière directe ou indirecte, pour lui-même ou pour des tiers.

Un nouveau délai de garantie de (deux) 2 ans s'applique aux réparations et aux biens ou services fournis en remplacement.

La réception définitive intervient à l'expiration du délai de garantie.

8. Réception technique, réceptions et garantie pour les travaux

Les réceptions se déroulent selon les modalités des art. 82, 91 et 92 des RGE. Les réceptions provisoire et définitive sont toujours d'application.

Une garantie de deux (2) ans est d'application sur les travaux exécutés. Elle débute à la réception provisoire.

9. Sécurité

L'exécution de toute commande doit être conforme aux législations et règlements européens et belges en matière de prévention et de protection au travail, et notamment le code belge du bien-être, le RGPT, et, le cas échéant, la législation sur les chantiers temporaires ou mobiles et la signalisation des chantiers.

L'exécution de toute commande de travaux doit en outre satisfaire à la dernière version du « Règlement général de sécurité pour entrepreneurs lors de l'exécution de travaux pour Sibelga ». Celle-ci peut être obtenue auprès du Conseiller en Prévention de l'Adjudicateur sur simple demande écrite.

Avant l'exécution de toute prestation, l'Adjudicataire doit s'assurer qu'il dispose de l'ensemble des instructions applicables et qu'elles ont été transmises au personnel concerné. Notamment, lors de la livraison et/ou en cas de prestations exécutées sur les sites et/ou chantiers de l'Adjudicateur, les agents de l'Adjudicataire et de ses éventuels sous-traitants se conforment en tout point aux instructions particulières du site/chantier considéré.

Les opérations effectuées par le personnel de l'Adjudicataire lors de l'exécution de la commande se font sous la

responsabilité exclusive de ce dernier. Cette responsabilité s'étend notamment à toute infraction aux prescriptions légales ou réglementaires en matière de prévention et de protection sur les lieux du travail. L'Adjudicateur attire plus particulièrement l'attention à cet égard sur le respect de la législation en matière d'équipements de protection collective et individuelle requis pour gérer les risques conformément à la législation, aux plans de sécurité et analyses de risques à réaliser par l'Adjudicataire.

10. Environnement

A coût équivalent, l'Adjudicataire privilégie les produits, matériaux, équipements et modes de transports répondant aux exigences les plus élevées en matière de protection de l'environnement et de développement durable.

A défaut d'autres dispositions décrites à la commande, l'Adjudicataire effectue le tri, l'évacuation et le traitement des déchets résultant des missions qui lui sont confiées ainsi que de ses propres déchets en respect de la réglementation en vigueur.

11. Sous-traitance et cession

L'Adjudicataire est autorisé à sous-traiter certaines parties de l'objet du marché, sous son entière responsabilité. La sous-traitance est entièrement aux risques de l'Adjudicataire et ne le décharge en rien de la bonne exécution du contrat vis-à-vis de l'Adjudicateur qui ne reconnaît aucun lien juridique avec le(s) tiers sous-traitant(s).

Une partie ne peut céder ses droits et obligations résultant de la commande à un tiers sans accord préalable de l'autre partie et, si la cession n'intervient pas en faveur d'une société liée ou à l'occasion d'un transfert d'activité, sans avoir obtenu au préalable l'accord écrit de l'autre partie, lequel ne sera pas déraisonnablement retenu.

Toute cession donnera lieu à la signature d'un avenant au contrat existant.

Les exigences des présentes conditions d'achat, ainsi que celles de la commande ou de tout autre document contractuel (sécurité, confidentialité, protection des données, propriété intellectuelle, ...) s'appliquent à tous les sous-traitants qui interviennent dans le cadre de l'exécution de la commande ou du contrat.

12. Facturation et paiement

Les factures sont établies en deux exemplaires et mentionnent les numéros de référence et date du bon de commande, la description des biens ou services fournis, ou travaux exécutés avec pour chaque poste les quantités ainsi que les prix unitaires et globaux sans et avec TVA.

En cas de travaux, elles doivent être accompagnées du procès-verbal de réception technique et de réception provisoire établis en double exemplaires et/ou avec une copie du journal des travaux.

Les factures conformément établies et non contestées sont payées 30 jours fin de mois après réception de la facture.

L'Adjudicateur n'est pas tenu de payer les montants contestés avant le règlement du litige.

13. Cautionnement (Dérogation Art 25 RGE)

Aucun cautionnement n'est exigé, étant donné que le paiement des biens, services ou travaux n'intervient qu'après

leur acceptation, ce qui garantit suffisamment leur bonne exécution.

14. Responsabilités

L'Adjudicataire est responsable à l'égard de l'Adjudicateur de tout dommage de quelque nature subi par l'Adjudicateur en raison du non-respect de ses obligations par l'Adjudicataire. A cet égard, l'Adjudicataire garantit également l'Adjudicateur contre tout recours de tiers.

15. Assurances

L'Adjudicataire est tenu de conclure toutes les assurances obligatoires et de conclure ou renouveler toutes les assurances nécessaires pour la bonne exécution du marché, en particulier les assurances « responsabilité civile » (montant assuré minimum: 1.250.000 euros), « accidents de travail » (montant assuré minimum: 35.000 euros) et « risques liés au transport », et cela pendant toute la durée de la mission.

Les polices à souscrire par l'Adjudicataire doivent stipuler qu'aucune modification ou résiliation de la police et qu'aucune suspension de la couverture ne peut être appliquée sans que l'assureur ait informé l'Adjudicateur de cette mesure au moins un mois à l'avance.

L'Adjudicataire transmettra à l'Adjudicateur, sur simple demande, une copie de la preuve du paiement régulier des primes qui sont à sa charge.

16. Droits de propriété intellectuelle

L'Adjudicataire doit défendre l'Adjudicateur contre tout recours de tiers pour violation des droits de propriété intellectuelle afférents aux biens ou services fournis.

L'Adjudicataire doit, sans limitation de montant, prendre à son compte tous les paiements de dommages et intérêts, frais et dépenses qui en découlent et qui seraient mis à charge de l'Adjudicateur au terme d'une décision judiciaire rendue sur un tel recours, pour autant que l'Adjudicataire ait un droit de regard sur les moyens de défense ainsi que sur les négociations entreprises en vue d'un règlement amiable.

L'Adjudicataire s'engage, soit à obtenir le droit d'utiliser plus avant les produits concernés en faveur de l'Adjudicateur, soit à modifier ces produits ou à les remplacer à ses propres frais, afin de mettre fin à la violation sans pour autant changer les spécifications fondamentales des produits.

Le prix d'acquisition des éventuels droits de brevet et les éventuels autres droits de propriété intellectuelle, tout comme les redevances dues pour les licences d'exploitation du brevet ainsi que pour le maintien du brevet ou tout autre redevance sont supportés par l'Adjudicataire, indépendamment du fait que leur existence soit signalée ou non dans les documents contractuels.

Cette mesure vise à garantir une comparaison plus simple et plus efficace des différents prix.

17. Obligation de confidentialité

Toute information de nature commerciale, organisationnelle et/ou technique (toutes les données, y compris, et ce sans limitation, les mots de passe, documents, schémas, plans, prototypes, chiffres) dont l'Adjudicataire prend connaissance dans le cadre de cette commande reste la propriété de l'Adjudicateur.

L'Adjudicataire s'engage:

- à garder confidentielles les informations reçues et à ne pas les transmettre à un tiers sans accord préalable et écrit de l'Adjudicateur;
 - à utiliser les informations reçues uniquement dans le cadre de la commande;
 - à communiquer les informations reçues uniquement au personnel qui doit en disposer dans le cadre de la commande;
 - à renvoyer les informations reçues et toutes leurs éventuelles copies sur simple demande de l'Adjudicateur;
- Cette obligation de confidentialité court pendant toute la durée de la commande et, sauf convention contraire, se poursuit pendant une période de deux ans à compter de l'échéance de celle-ci.

18. Données à caractère personnel

Si le Pouvoir Adjudicateur doit traiter des données à caractère personnel de l'Adjudicataire, il veillera à respecter la politique de ce dernier en matière de traitement des données. Cette politique est disponible par le biais du lien (<https://www.sibelga.be/fr/privacy>).

Si l'Adjudicataire doit traiter des données à caractère personnel du Pouvoir Adjudicateur (comme les noms, prénoms, adresses, numéros de téléphone, etc. des membres du personnel du Pouvoir adjudicateur ou d'entreprises liées et/ou d'utilisateur du réseau de distribution), il veillera à respecter le RGPD et en particulier son article 28.3. Il peut utiliser ces données uniquement dans le cadre strict de la commande ou du contrat. Il exécutera uniquement les activités de traitement conformément aux instructions du Pouvoir Adjudicateur. Il veillera à l'instauration de mesures techniques et organisationnelles raisonnables afin de garantir la sécurité de ces données. Il veillera à ce que seul le personnel devant utiliser ces données y ait accès. Ces données ne seront pas conservées plus longtemps que le temps nécessaire à l'exécution de la commande ou du contrat, sauf si des exigences légales l'imposent. À la fin de la période de conservation, les données à caractère personnel traitées seront détruites par l'Adjudicataire. Sauf accord explicite du Pouvoir Adjudicateur, l'Adjudicataire ne transférera pas les données à caractère personnel en dehors du territoire européen. Le cas échéant, il aidera le Pouvoir Adjudicateur à remplir ses obligations relatives au RGPD. Le cas échéant, il fera l'objet d'un audit à ce sujet. Il signalera le plus rapidement possible toute fuite de données relative aux données du Pouvoir Adjudicateur et en tout cas dans les 24 heures après avoir eu connaissance de la fuite de données et il assistera l'Adjudicataire si les personnes concernées souhaitent exercer leurs droits.

19. Sécurité des données et des systèmes d'information

En cas de fournitures pour le système d'information du Pouvoir Adjudicateur, d'interventions sur celui-ci ou de simple utilisation de ces systèmes ou des données qu'ils traitent, l'Adjudicataire s'engage :

- À mettre en place des dispositions (techniques et organisationnelles) en matière de sécurité, nécessaires pour maîtriser les risques concernant les systèmes, applications, informations et délégations qui lui sont confiés ;
- À respecter la gouvernance en vigueur et la politique d'accès en particulier ;
- À respecter l'interdiction d'importer des données sans information et autorisation préalable du Pouvoir Adjudicateur ;
- À respecter l'interdiction d'exporter des données du Pouvoir Adjudicateur vers le monde extérieur.

Dans tous les cas, l'Adjudicataire veillera à ce que ses systèmes soient sécurisés, il signalera au Pouvoir Adjudicateur tout cas d'intrusion dans les systèmes dès qu'il se produit et il coopérera avec le Pouvoir Adjudicateur dans le délai attribué par ce dernier si l'intrusion a un impact sur le Pouvoir Adjudicateur.

20. Contentieux

Le droit belge est seul applicable.

Toute contestation relative aux commandes et aux présentes conditions spécifiques relève de la compétence exclusive des Tribunaux de Bruxelles.

1. Algemeen

Behoudens andersluidende vermelding in de bestelling of de aanverwante contractuele documenten van de Aanbesteder, zijn de huidige specifieke aankoopvoorwaarden van toepassing op de bestelling van werken, leveringen en diensten in naam van Sibelga (Aanbesteder). Deze bestellingen zijn onderworpen aan de volgende wettelijke bepalingen:

- de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;
- het Koninklijk Besluit van 18 juni 2017, plaatsing overheidsopdrachten speciale sectoren, wanneer het onderwerp van de opdracht in verband staat met de activiteiten van de Aanbesteder als beheerder van het netwerk voor de verdeling van gas en elektriciteit.
OF
het Koninklijk Besluit van 18 april 2017, plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, wanneer het onderwerp van de opdracht in verband staat met de activiteiten van de Aanbesteder als beheerder van het netwerk voor de openbare verlichting;
- het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten (AUR)

Bovendien zijn ingeval van opdrachten voor werken volgende bepalingen van toepassing:

- Reglementering betreffende de Erkenning der Aannemers:
 - de wet van 20 maart 1991, houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken;
 - het Koninklijk Besluit van 26 september 1991, tot vaststelling van bepaalde toepassingsmaatregelen van de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken;
- Reglementering betreffende de werkzaamheden waarvoor een beroep moet worden gedaan op een geregistreerde aannemer:
 - de artikelen 400 tot 408 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 1992 en zijn eventuele wijzigingen;
 - het artikel 30 bis van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van het stelsel van de maatschappelijke zekerheid;
 - het Koninklijk besluit van 27 december 2007 tot uitvoering van de artikelen 400, 401, 403, 404 en 406 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en van artikel 30bis van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

2. Aanvaarding van de bestelling

Bezwaren van de Opdrachtnemer op een bestelling moeten binnen de 8 kalenderdagen na ontvangst van de bestelling schriftelijk kenbaar gemaakt worden, zoniet zal de bestelling als aanvaard worden beschouwd

In het geval van in de goede vorm en termijn gemaakte opmerking of bezwaar, behoudt de Aanbesteder zich het recht voor om met een eenvoudige schriftelijke bevestiging de bestelling te annuleren. De annulering geeft geen recht op enige schadevergoeding.

Het aanvaarden van de bestelling houdt de aanvaarding in met alle betrokken voorwaarden, deze specifieke

aankoopvoorwaarden inbegrepen. De verkoopvoorwaarden van de Opdrachtnemer zijn NIET van toepassing op de bestelling, zelfs indien er bij de aanvaarding naar wordt gerefereerd.

Door het aanvaarden van de bestelling verbindt de Opdrachtnemer zich tot het leveren van eventuele wisselstukken gedurende de volledige voorziene gebruiksperiode van de geleverde producten.

Het feit dat de Aanbesteder één van deze specifieke aankoopvoorwaarden niet laat naleven bij de uitvoering van de bestelling, betekent niet dat zij afstand neemt van deze voorwaarden.

3. Prijs

Zowel de eenheids- als totale prijzen zijn uitgedrukt in euro. Zij omvatten alle kosten, belastingen, lasten en eender welke bijdragen, op uitzondering van de BTW, en onder andere:

- De kosten voor het laden, transport, verzekering, de douanering, lossen van de lading op de kade inbegrepen, tenzij uitdrukkelijk anders overeengekomen (DDP op de plaats van levering);
- De verpakkingskosten;
- De kosten verbonden aan eventuele intellectuele eigendomsrechten.

De bestelling die kan aansluiten bij een prijsaanvraag kan soms slaan op een deel van de vermelde hoeveelheden, en de Opdrachtnemer verbindt er zich toe ze uit te voeren zonder dat die beperking voor hem aanleiding tot een prijsverhoging kan zijn.

4. Leverings-/uitvoeringsmodaliteiten (Afwijking op Art 44 tot 51, 85 tot 88, 118, 120, 122, 123, 154 en 155 AUR)

De overeengekomen leverings- of uitvoeringstermijnen en de instructies betreffende het leverings- of uitvoeringsadres moeten strikt worden nageleefd.

Elke verzending of levering moet vergezeld zijn van een verzendingsnota die de naam van de Opdrachtnemer, de referentie van de bestelbon, de inhoud van de colli (de aard van de goederen en de hoeveelheid), de door de reglementering vereiste vermeldingen (conformiteitsattest dat de Opdrachtnemer toelaat te bewijzen dat het materiaal aan de veiligheidseisen van de bestelling en van alle andere contractuele documenten beantwoordt) vermeldt, alsook alle aanverwante certificaten en documenten die ermee verband houden en voornamelijk de CE conformiteitsverklaring (Richtlijn 89/655/EEG).

In geval van levering van gevaarlijke stoffen en/of preparaten, of van producten die zulke stoffen bevatten, levert de Opdrachtnemer de MSDS-fiches overeenkomstig het K.B. van 11/01/1993 tot regeling van de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke preparaten met het oog op het op de markt brengen of het gebruik ervan en de technische fiches (Nederlands en Frans) van de betrokken stoffen.

Iedere verpakking dient te voldoen aan de verbintenis van terugneming zoals gespecificeerd in het samenwerkingsakkoord betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval van 4 november 2008, verschenen in het Belgische Staatsblad van 29 december 2008.

Elke overschrijding van de aangegeven leveringsdatum van de goederen, diensten en/of daarmee verband houdende

documenten, of van de aangegeven uitvoeringsdatum van de werken, bepaald rekening houdend met artikelen 76 en 90 AUR, om welke reden dan ook, zal van rechtswege en louter door de verstrijking van de termijn, de toepassing met zich brengen van een boete wegens laattijdige uitvoering van 0,2% op de waarde van de bestellijn per kalenderdag. Deze boete is beperkt tot maximaal 16% van de waarde van de bestellijn. Tevens zal een forfaitair bedrag van € 50,- voor dossierkosten worden aangerekend.

De Aanbesteder behoudt zich bovendien het recht om de bestelling op te zeggen en zich tot een andere Opdrachtnemer te wenden. De eventuele meerprijs zal ten laste zijn van de in gebreke blijvende Opdrachtnemer.

De mogelijke kosten voor het ophalen, vervoer en terugzending en, meer algemeen, alle kosten opgelopen door de Aanbesteder die ten laste kunnen worden gelegd van een in gebreke blijvende Opdrachtnemer, worden aangerekend aan de in gebreke blijvende Opdrachtnemer en afgehouden van de aan hem verschuldigde bedragen.

Deze afwijkingen rechtvaardigen zich door het feit dat een vertraging in de levering de bevoorrading aan de bevolking van gas en elektriciteit en de beschikbaarheid van het netwerk voor de openbare verlichting in het gedrang kan brengen.

5. Modaliteiten omtrent het materiaal toegeleverd door de Aanbesteder

Alle specifieke materialen die worden toegeleverd door de Aanbesteder zullen, mits het voorleggen van een uitgangsbond magazijn (genaamd de Technische kopij), afgehaald kunnen worden aan de magazijnen gelegen aan de Paleizenstraat 281-283 te 1000 Brussel. Deze materialen worden afgehaald door de Opdrachtnemer. De prijs van het transport ervan is inbegrepen in de verwerking van de materialen. De frequentie van afhalen zal tot een minimum worden beperkt om enerzijds de kosten voor afhalen (tijd en transport) te beperken en anderzijds het beheer van de materialen op de werf aanvaardbaar te houden.

Voor deze afhalingen geldt de volgende regeling:

Materialen kunnen door de Opdrachtnemers afgehaald worden van maandag tot donderdag tussen 7.00 uur en 15.15 uur en op vrijdag tussen 7.00 uur en 14.30 uur. Zonder de opdrachtformulieren van de Aanbesteder worden de materialen NIET afgeleverd.

De Opdrachtnemer staat in voor het laden en beveiligen van de materialen op/in zijn voertuig of aanhangwagen zonder hulp van de magazijniers van de Aanbesteder. Bij het opladen van de goederen moet de chauffeur de staat en hoeveelheid controleren.

De toegang tot de site van de Aanbesteder is, om veiligheidsredenen, enkel mogelijk door middel van elektronische badges afgeleverd door de Aanbesteder.

6. Verwerping en aanvaarding bij leveringen en diensten (Voorlopige oplevering)

De Opdrachtnemer zal alleen goederen en diensten leveren die vrij zijn van zichtbare en verborgen gebreken en die conform de voorschriften van de bestelbonnen zijn (de aard, de kwaliteit, de kwantiteit) en, in voorkomend geval, van het bestek zijn, alsook voldoen aan de regels van de kunst en goede praktijk, en gebruik maken van de laatste stand van de techniek, voldoen aan de strengste eisen van normaal

gebruik, bedrijfszekerheid en duurzaamheid en voldoen aan de bestemming die de Aanbesteder eraan wenst te geven en die de Opdrachtnemer kent of minstens zou moeten kennen.

De aanvaarding (voorlopige oplevering) heeft maar plaats na volledig nazicht van de conformiteit van de geleverde goederen en diensten door de Aanbesteder.

De handtekening die bij de levering van het materieel door de Aanbesteder (een beambte van de Aanbesteder) wordt aangebracht, in het bijzonder in elektronische ontvangsttoestellen, geldt dan ook slechts als inbezitneming en betekent niet de aanvaarding van dit materieel.

De receptie en aanvaarding van de goederen gebeuren in de magazijnen van de Aanbesteder of, in voorkomend geval, op de werf als een volledige voorlopige oplevering (Art 131 AUR).

De aanvaarding geldt als eigendomsoverdracht en dusdanig als vrijstelling van schaderisico's of verlies.

Bij een volledige of gedeeltelijke weigering van een levering, dient de Opdrachtnemer, op eigen kosten en risico, de geweigerde producten terug te nemen binnen een termijn van 7 kalenderdagen, op straffe van de straffen bedoeld in artikel 45 van de AUR. De Opdrachtgever kan ofwel aan de Opdrachtnemer vragen om zo snel mogelijk conforme goederen te leveren, ofwel de bestelling opzeggen en zich bevoorraden bij een andere leverancier, zonder afbreuk te doen aan wat is voorzien in artikel 4 van deze specifieke aankoopvoorwaarden.

7. Waarborg – definitieve oplevering bij leveringen en diensten (Afwijking op Art 64, 65 en 134 AUR)

Naast de wettelijke waarborg inzake verborgen gebreken geldt op de producten met ingang van hun indienstelling een waarborg van 2 (twee) jaar.

Gedurende de waarborgperiode zal de Opdrachtnemer op zijn kosten alle vastgestelde gebreken, nalatigheden en niet-conformiteiten, overeenkomstig de keuze van de Aanbesteder, vervangen en/of herstellen en zal de Aanbesteder en derden worden vergoed voor alle rechtstreekse of onrechtstreekse geleden schade.

Op de herstellingen en op de nieuw in vervanging geleverde producten of diensten geldt opnieuw een waarborgtermijn van 2 (twee) jaar.

De definitieve oplevering heeft plaats na het verlopen van de waarborgtermijn.

8. Keuringen, opleveringen en waarborg bij werken

De keuringen en opleveringen gebeuren volgens artikelen 82, 91 en 92 van de AUR. Er zal steeds een voorlopige en definitieve oplevering worden uitgevoerd.

Op de uitgevoerde werken geldt met ingang met de voorlopige oplevering een waarborg van 2 (twee) jaar.

9. Veiligheid

Iedere uitvoering van een bestelling moet voldoen aan de wetgeving en het Europese en Belgische reglement inzake preventie en bescherming op het werk, en meer bepaald de Belgische code in verband met het welzijn, het ARAB, en indien van toepassing de wetgeving op tijdelijke en mobiele werven en signalisatie van de werven.

Iedere uitvoering van een bestelling voor werken moet bovendien voldoen aan de laatste versie van het "Algemeen Veiligheidsreglement voor Aannemers bij de uitvoering van werken in opdracht van Sibelga". Deze is, op schriftelijke aanvraag, te bekomen bij de Preventieadviseur van de Aanbesteder.

Alvorens de opdracht uit te voeren moet de Opdrachtnemer zich verzekeren in het bezit te zijn van het geheel van de van toepassing zijnde instructies en deze overbrengen aan het betrokken personeel. Meer bepaald, bij leveringen en/of prestaties uitgevoerd op de site en/of werven van de Opdrachtgever, dienen de agenten van de Opdrachtnemer en van zijn eventuele onderaannemers zich schikken naar de van toepassing zijnde instructies op de betreffende site/werf.

De handelingen uitgevoerd door het personeel van de opdrachtnemer bij de uitvoering van de bestelling, gebeuren onder volledige verantwoordelijkheid van de Opdrachtnemer. Deze verantwoordelijkheid omvat onder meer alle inbreuken op wettelijke of reglementaire bepalingen inzake preventie en veiligheid op het werk. De Opdrachtgever zal specifiek toezien op het respecteren van de wetgeving inzake de collectieve en individuele beschermingsmiddelen, vereist voor het beheren van risico's in overeenkomst met de wetgeving, de veiligheidsplannen en de risicoanalyses opgesteld door de Opdrachtnemer.

10. Milieu

Bij gelijke kostprijs dient de inschrijver de voorkeur te geven aan producten, materialen, uitrusting en transportwijzen die aan de hoogste eisen voldoen inzake milieubescherming en duurzame ontwikkeling.

Behoudens andere bepalingen in de bestelling is de Opdrachtnemer verantwoordelijk voor het sorteren, opruimen en verwerken van het afval dat het gevolg is van de hem toevertrouwde opdrachten alsook van het eigen afval, dit overeenkomstig de geldende wetgeving.

11. Onderaanneming en overdracht

Het is de Opdrachtnemer toegestaan bepaalde gedeelten van de opdracht in onderaanneming te geven, dit volledig op eigen verantwoordelijkheid. De onderaanneming gebeurt volledig op risico van de Opdrachtnemer en ontslaat hem niet van zijn verplichting tot goede uitvoering van het contract ten opzichte van de Aanbesteder, die geen enkele juridische band met derde onderaannemers erkent.

Een partij kan zijn rechten en plichten voortvloeiend uit de bestelling overdragen aan een derde zonder voorafgaand akkoord van de andere partij, en als de overdracht niet in het voordeel is van een verbonden onderneming of niet ter gelegenheid van een overdracht van activiteiten, zonder een schriftelijk voorafgaand akkoord bekomen te hebben van de andere partij, zal dit redelijkerwijze niet worden weerhouden.

Iedere overdracht zal aanleiding geven tot de ondertekening van een aanhangsel tot het bestaande contract.

De vereisten van onderhavige aankoopvoorwaarden, alsook die van de bestelling of van elk ander contractueel document (veiligheid, vertrouwelijkheid, gegevensbescherming, intellectuele eigendom ...) zijn van toepassing op alle

onderaannemers die optreden in het kader van de uitvoering van de bestelling of het contract.

12. Facturatie en betaling

De facturen dienen te worden opgemaakt in tweevoud met vermelding van het referentienummer en de datum van de bestelbon, beschrijving van de geleverde diensten en/of goederen of uitgevoerde werken met voor elke post de hoeveelheden, de eenheidsprijzen en de totale prijs met en zonder BTW.

Ingeval van werken moeten zij vergezeld gaan van processen-verbaal van keuring en voorlopige oplevering, telkens in tweevoud opgemaakt, en/of met een kopie van het dagboek van de werken.

Niet-betwiste, correct opgestelde facturen worden betaald 30 dagen einde maand na ontvangst van de factuur.

Er rust geen enkele verplichting op de Aanbesteder om betwiste bedragen te betalen zolang het geschil niet is bijgelegd.

13. Borgtocht (Afwijking op Art. 25 AUR)

Er wordt geen borgtocht gevraagd, daar de betalingen van de leveringen, diensten of werken gebeuren na levering en aanvaarding ervan, wat hun goede uitvoering voldoende waarborgt.

14. Verantwoordelijkheden

De Opdrachtnemer is naar de Aanbesteder toe verantwoordelijk voor alle schade van welke natuur ook, geleden door de Aanbesteder wegens het niet naleven door de Opdrachtnemer van zijn verplichtingen. In deze waarborgt de Opdrachtnemer de Aanbesteder ook tegen klachten van derden.

15. Verzekering

De Opdrachtnemer is gehouden alle verplichte verzekeringen af te sluiten, alsook alle nodige verzekeringen voor de uitvoering van de bestelling, in het bijzonder de verzekeringen "burgerlijke aansprakelijkheid" (minimaal verzekerd bedrag: 1.250.000 euro), "arbeidsongevallen" (minimaal verzekerd bedrag: 35.000 euro) en "vervoerrisico's" en deze tijdens de volledige duur van de opdracht te behouden of te vernieuwen.

De door de Opdrachtnemer te onderschrijven polissen moeten een clause bevatten die geen enkele wijziging of opzegging van de polis of opschorting van de dekking toelaat zonder dat de Aanbesteder daar minstens een maand op voorhand van in kennis wordt gesteld door de verzekeraar.

De Opdrachtnemer legt op eenvoudig verzoek aan de Aanbesteder een kopie voor van het bewijs van regelmatige betaling van de premies te zijnen laste.

16. Intellectuele rechten

De Opdrachtnemer dient de Aanbesteder te verdedigen tegen elke aantijging van derden voor overtreding van de intellectuele rechten die rusten op de geleverde producten of diensten.

De Opdrachtnemer moet, zonder beperking van het bedrag, alle betalingen van schadevergoeding, kosten of uitgaven die eruit voortvloeien en die ten laste van de Aanbesteder gelegd zouden worden in een rechtsvordering, die gesteund is op een dergelijke aantijging, op zich nemen voor zover de

Opdrachtnemer het toezicht heeft op de verdediging evenals op de onderhandelingen met het oog op een minnelijke schikking.

De Opdrachtnemer verbindt zich ertoe, hetzij voor de Aanbesteder het recht te bekomen de betrokken producten verder te gebruiken, hetzij op zijn kosten de producten te wijzigen of te vervangen teneinde een einde te maken aan de overtreding zonder echter de fundamentele specificaties van de producten te wijzigen.

De aankooprijzen van eventuele octrooirechten en eventuele andere intellectuele rechten, evenals de vergoedingen van eventuele octrooilicenties en voor het aanhouden van de octrooien of andere vergoedingen, vallen ten laste van de Opdrachtnemer, ongeacht het feit of hun bestaan al dan niet vermeld is in de contractuele documenten.

De afwijking strekt ertoe een meer doorzichtige en eenvoudige vergelijking van de verschillende prijzen te bekomen.

17. Vertrouwelijkheidsverplichting

Alle informatie van commerciële, organisatorische en/of technische aard (alle gegevens, met inbegrip van - zonder hiertoe beperkt te zijn - de paswoorden, documenten, tekeningen, plannen, prototypes en cijfers) waarvan de Opdrachtnemer kennis krijgt in het kader van deze bestelling, blijft eigendom van de Aanbesteder.

De Opdrachtnemer verbindt zich ertoe:

- de verkregen informatie strikt vertrouwelijk te houden en ze aan geen enkele derde bekend te maken zonder voorafgaand en schriftelijk akkoord van de Aanbesteder;
- de verkregen informatie enkel te gebruiken in het kader van de bestelling;
- de verkregen informatie enkel aan personeelsleden mee te delen die hierover dienen te beschikken in het kader van de bestelling;
- om op eenvoudige aanvraag van de Aanbesteder de verkregen informatie en alle eventuele kopieën ervan terug te geven.

Deze vertrouwelijkheid clause is van toepassing gedurende de ganse looptijd van de bestelling, en tenzij anders bedongen, gedurende een periode van twee jaar na het verlopen ervan.

18. Persoonlijke gegevens

Indien de Aanbesteder persoonsgegevens van de Opdrachtnemer dient te verwerken, waakt de Aanbesteder erover dat hij zijn beleid inzake gegevensverwerking naleeft. Dat beleid is beschikbaar via de link (<https://www.sibelga.be/fr/privacy>).

Indien de Opdrachtnemer persoonsgegevens van de Aanbesteder dient te verwerken (zoals de namen, voornamen, adressen, telefoonnummers enz. van de personeelsleden van de Aanbesteder of verbonden ondernemingen en/of gebruikers van het distributienet), waakt hij erover dat hij de GDPR en in het bijzonder artikel 28.3 naleeft. Hij mag deze gegevens enkel gebruiken binnen het strikte kader van de bestelling of het contract. Hij voert enkel verwerkingsactiviteiten uit volgens de instructies van de Aanbesteder. Hij zorgt ervoor dat de redelijke technische en organisatorische maatregelen zijn ingevoerd om de veiligheid van deze gegevens te waarborgen. Hij zorgt ervoor dat enkel

het personeel dat deze gegevens moet gebruiken toegang heeft tot deze gegevens. Deze gegevens worden niet langer bewaard dan de tijd die nodig is voor de uitvoering van de bestelling of het contract, behalve indien wettelijke eisen dat opleggen. Aan het einde van de bewaarperiode worden de verwerkte persoonsgegevens door de Opdrachtnemer vernietigd. Behoudens uitdrukkelijk akkoord van de Aanbesteder, draagt de Opdrachtnemer de persoonsgegevens niet over buiten Europees grondgebied. Desgevallend helpt hij de Aanbesteder met het vervullen van zijn verplichtingen ten opzichte van de GDPR. In het kader daarvan ondergaat hij indien nodig een audit. Hij maakt zo snel mogelijk melding van elk gegevenslek betreffende de gegevens van de Aanbesteder en in elk geval binnen de 24 uur na de kennisgeving van het lek en hij staat de Aanbesteder bij wanneer de betrokken personen hun rechten wensen uit te oefenen.

19. Veiligheid van de gegevens en van de informatiesystemen

In het geval van leveringen voor het informatiesysteem van de Aanbesteder, van tussenkomsten op dit systeem of het eenvoudige gebruik van deze systemen of de gegevens die ze verwerken, verbindt de Opdrachtnemer zich ertoe:

- toe te zien op de aanwezigheid van de nodige (technische en organisatorische) veiligheidsmaatregelen om de risico's te beheersen met betrekking tot de systemen, toepassingen, informatie en opdrachten die hem zijn toevertrouwd;
- de geldende governance en in het bijzonder het toegangsbeleid na te leven;
- het verbod na te leven om gegevens te importeren zonder voorafgaande kennisgeving aan en toestemming van de Aanbesteder;
- het verbod na te leven om gegevens van de Aanbesteder te exporteren naar de buitenwereld.

In elk geval zorgt de Opdrachtnemer ervoor dat zijn systemen beveiligd zijn, meldt hij aan de Aanbesteder elk geval van indringing in de systemen zodra ze zich voordoen en werkt hij samen met de Aanbesteder binnen de termijn die deze laatste hem toewijst indien de indringing een impact heeft op de Aanbesteder.

20. Geschillen

Enkel het Belgische recht is van toepassing.

Alle betwistingen betreffende de bestellingen en de huidige specifieke voorwaarden vallen volledig onder de bevoegdheid van de Rechtbanken van Brussel.